



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 17 FEVRIER 1985

N° 289

PRIX : ANTILLES 2 F 50
FRANCE 3 F 00

Editorial

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DU COMMERCE

En Guadeloupe et en Martinique, le patron des Ets Reynoird a toujours été considéré comme un patron de choc et les travailleurs ont toujours dû faire des grèves longues et dures pour arracher la moindre revendication.

Voilà qu'aujourd'hui il se veut moderne, à la pointe du modernisme même.

C'est la raison invoquée par ce directeur pour expliquer le licenciement de 58 employés qui travaillaient auparavant dans son magasin de Raizet.

Il aurait rénové son magasin et le fonctionnement serait actuellement informatisé et ultra-moderne.

Pour les employés ce prétexte est complètement fallacieux. Ils sont rentrés dans le magasin durant leur grève, et en dehors des caisses qui sont plus sophistiquées, ils ne voient rien qui ne pourrait être à leur portée avec un minimum d'explication. D'ailleurs les 60 anciens employés réembauchés ne sont pas plus ni moins compétents qu'eux. Et les nouveaux ne sont pas des informaticiens non plus. Et, disent-ils s'il était nécessaire d'avoir une formation complémentaire, pourquoi n'a-t-elle pas été donnée durant l'année de fermeture du magasin.

Mais en fait ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Delavignes, le patron des Ets Reynoird veut se servir de sa rénovation d'une part pour «dégraisser» au niveau du personnel et en même temps avoir des employés corvéables à merci. N'a-t-il pas réembauché les 96 travailleurs sous contrat de un mois ?

Cette nouvelle organisation, il l'a très probablement faite avec la complicité des représentants locaux du gouvernement au niveau de la direction de l'emploi et même de la préfecture qui d'ailleurs ne bougent pas depuis le début du conflit, si ce n'est en envoyant les CRS devant le parking du magasin.

Les patrons des Ets Reynoird appliquent aujourd'hui la politique appliquée par tous les capitalistes.

Pour augmenter leurs profits face à la crise, ils modernisent quelque peu, mais surtout ils «dégraissent» au niveau du nombre d'emplois. Et cherchent à revenir sur les acquis des travailleurs concernant leur ancienneté et les maigres droits qu'ils avaient acquis de haute lutte dans leurs entreprises.

En cela, ils ont le soutien net et franc du gouvernement qui, en France même a toujours donné le feu vert aux licenciements massifs soi-disant nécessaires pour rendre les usines plus compétitives.

Au mieux, et si seulement les travailleurs se battent d'arrache-pied, le gouvernement concède une aide au départ. Soit sous la forme de facilité pour le départ, en retraite ou en pré-retraite, soit par l'organisation de stages plus ou moins «bidon» qui ne permettent pas à des travailleurs ayant souvent 40 ans et plus de retrouver un emploi.

En tout cas, lorsque le gouvernement intervient c'est simplement pour empêcher la colère des travailleurs d'exploser et non pas réellement pour régler leur problème.

Suite page 4

Guadeloupe. ETS REYNOIRD: GREVE CONTRE 58 LICENCIEMENTS



Les travailleurs devant le magasin du Raizet, après l'attentat du 4 février 84. Depuis, ils ont décidé de se battre.

La grève des employés des supermarchés Ets Reynoird dure le licenciement de 58 d'entre eux dure depuis une semaine, à l'heure où nous écrivons.

Le jour de la réouverture du magasin de Raizet, l'ensemble des employés du magasin se regroupaient sur le parking. Pendant ce temps, les employés des magasins Mammouth Bas-du-Fort, KDS Ville, Suma, les KDIS de Basse Terre et le Gourmet Shop de Saint François, se mettaient tour à tour en grève en solidarité.

Après deux jours de grève, la direction des Ets Reynoird saisissait les tribunaux et demandait l'intervention des

forces de l'ordre pour dégager l'entrée du magasin.

Le lundi 11, les travailleurs retrouvèrent effectivement trois chars de CRS sur le parking. Ceux-ci lancèrent des grenades lacrymogènes pour les repousser.

A la suite de cette action scélérate les employés de Mammouth qui ont été embauchés sous contrat et à l'essai pour un mois, rentraient dans le magasin. Parmi eux, une soixantaine d'employés faisant partie de l'ancien personnel du magasin sur les 125 et une trentaine de personnes nouvellement embauchées.

La direction avait fait rentrer son

personnel, mais les grévistes ne se sentaient pas vaincus pour autant et n'entendaient pas lâcher le morceau.

Ils restaient à l'entrée du magasin tout l'après-midi. Quand, vers 15h30, la direction voulut ouvrir les rideaux métalliques, les premiers clients étaient les policiers, conduits par un gradé blanc. Et derrière eux, les employés grévistes qui avaient bien l'intention de rentrer eux aussi, puisque la direction tenait à ouvrir le magasin au public.

C'est ainsi que les grévistes rentraient dans le magasin, faisaient des courses, mais les caissières ne pouvant enregistrer ces nombreux clients fantaisistes, les caisses restaient bloquées... La direction fut obligée de faire un appel pour avertir les rares clients qui s'étaient présentés qu'elle n'était pas en mesure de vendre.

Pendant ce temps, les grévistes restaient à l'entrée du magasin et aux caisses et discutaient avec les employés et les clients qui venaient tout au long de l'après-midi et la soirée «visiter» le nouveau magasin et pour la plupart, apporter un soutien aux grévistes.

Dès lors, les forces de l'ordre ne pouvaient pas intervenir à l'intérieur du magasin.

Le mardi 12, la même action était reprise par les travailleurs.

Le syndicat MASU qui regroupe une grande partie des employés des

Suite page 3

Martinique :

LE PROCES PULVAR : un nouveau procès colonial.

Eugène Aubéry achetait les magistrats comme il le voulait. La chose est avérée. Pour avoir dénoncé ce fait André Alikér, journaliste communiste fut assassiné le 10 janvier 1934.

Nous ne savons pas les rapports qui existent entre Yves Hayot, un des principaux héritiers du seigneur de Lareinty et la justice coloniale. Peut être n'y en a-t-il même pas : la loi dans le système capitaliste est ainsi faite qu'elle encourage, aide, protège le riche et enfonce les démunis, les pauvres ou tous ceux qui contestent cette loi.

Mais il faut avouer que le jugement rendu lors du procès Pulvar contre Ledoux doit conforter Yves Hayot dans l'idée que tout lui est permis.

Car voilà un homme qui a un magasin (parmi d'autres entreprises), dont

les ouvriers sont en grève. !! embauche des voyous, des repris de justice, dont le sieur Ledoux, familier du Palais de justice et de la Maison d'Arrêt.

Ces hommes pourchassent tous ceux qui s'approchent du magasin dont la majeure partie du personnel est en grève. Deux journalistes, l'un de «Justice», l'autre de l'«ECHO des Antilles», se sont vu menacés par ces hommes

Ils l'ont écrit, avant l'affaire qui a opposé en décembre 1983, au Lareinty précisément, Pulvar à Ledoux. Pulvar est pourchassé par Ledoux armé d'un poignard ainsi que par un nommé Cimper. Ils veulent empêcher Pulvar de prendre des photos. Ce dernier, coincé, pour se défendre tire un coup de feu sur le nommé Ledoux et le blesse.

Pulvar, après deux mois de détention était jugé le 30 janvier par les juges colonialistes.

Le procureur demande une peine d'emprisonnement pour Pulvar, mais aussi 12 mois d'emprisonnement pour Ledoux dont il est avéré qu'armé d'un poignard (il ne le conteste pas) se livrait à la chasse à l'homme ! Le verdict fut tout autre.

Il s'est trouvé un Tribunal à Port-de-France pour relaxer l'homme de main du béké Yves Hayot et pour condamner à 18 mois de prison dont un an ferme, Marc Pulvar, dirigeant de la CSTM.

Voilà ce qui s'appelle la Justice dans la colonie de Martinique.

HAUSSE EFFRÉNÉE DU DOLLAR : un épisode de plus de la crise, mais un épisode significatif de l'état de désordre et d'anarchie du monde capitaliste !

Lundi 11 février dernier le dollar a franchi la barre des 10 frs.

Et cette ascension est loin d'être terminée, puisque mercredi matin déjà le même dollar c'était 10 frs 05 à Paris. Jusqu'où cette poussée fulgurante ira-t-elle ? Personne aujourd'hui ne peut le dire, même pas les grands experts mondiaux en économie.

Mardi soir, commentant cette hausse du dollar, un journaliste d'Europe:

No 1 disait que d'ores et déjà les paris sont ouverts pour savoir si le dollar continuera son ascension, redescendra à un cours plus bas ou si au contraire il se stabilisera autour des 10 Frs.

Voilà comment la presse bourgeoise pose le problème. On eût dit que le dollar constitue une force contre laquelle les hommes ne peuvent rien.

Pourtant c'est bien la spéculation financière effrénée, liée à la recherche du profit maximum qui est à l'origine

de cette fièvre du dollar.

C'est bien parce que circulent de par le monde toute une masse de capitaux qui servent de préférence à spéculer sur la monnaie américaine plutôt d'investir dans la production, source de profit moins rapide en cette période de crise que le dollar réalise aujourd'hui cette performance.

Seulement telle est la société capitaliste qu'elle ne peut fonctionner sans contradiction. Car si des capitalistes trouvent leur compte dans cette course à la hausse de la monnaie américaine, il n'en est pas de même pour la grande majorité des populations tant des pays industrialisés que des pays pauvres.

A commencer par celle même des Etats-Unis, qui du fait de la crise, voit son propre niveau de vie baisser et toute une série d'aides sociales disparaître lentement. Les budgets de certains

Etats sont réduits à un point tel que les enfants de certaines cantines en sont à déjeuner avec du «ketchup» en plat de réséance. Il faut s'attendre probablement à une aggravation des difficultés économiques surtout pour les couches laborieuses, car avec un dollar à 10 frs, les marchandises en provenance des U.S.A coûteront de plus en plus cher et pourront moins bien se vendre à l'étranger. Ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences fâcheuses pour la balance commerciale américaine. Des entreprises qui vendent donc moins seront amenées à embaucher moins voire même à licencier.

Quant aux autres pays industrialisés ils subiront également, et même avec plus d'acuité les contre-coups de la hausse du dollar.

Ainsi en France cette ascension du dollar fait dire à certains qu'il s'agit

Suite p.4

Pointe-à-Pitre : les locataires des tours Gabarre se fâchent, et forcent le directeur de la SAHLM à les recevoir

Les habitants des tours Gabarre à Pointe-à-Pitre ont tout récemment laissé éclater leur colère, face à la détérioration des conditions d'hygiène et à l'insécurité qui règne dans ces tours.

C'est une fuite de gaz faisant courir de graves risques d'incendie collectif qui a été à l'origine de leur manifestation de colère. Et las de s'adresser vainement à la direction de la SAHLM, les locataires sont donc allés en nombre, lundi matin rendre visite au directeur. Lui qui, depuis qu'il assume ses fonctions n'a jamais le temps de recevoir les associations de locataires a été cette fois bien obligé d'entendre les doléances et les revendications des locataires de la Gabarre.

En plus des problèmes de la fuite de gaz que les locataires avaient résolu comme ils le pouvaient en faisant couper la distribution par les pompiers, ils se plaient également du mauvais fonctionnement et du manque d'entretien des ascenseurs. Sur trois ascenseurs qu'il y a dans chaque tour, ce n'est souvent qu'un seul qui soit en état de marche, obligeant les locataires à prendre en permanence des risques de surcharges.

La SAHLM a regroupé des centaines de gens dans ces tours qui chaque jour utilisent ces ascenseurs dans leur moindre déplacement. C'est dire l'usure qui en résulte. Sans une surveillance et un contrôle régulier de la machinerie de ces ascenseurs, un accident peut très vite se produire.

C'est donc conscients de ces dangers et pour les prévenir que les locataires des tours Gabarre ont décidé de ne plus attendre et de prendre en main leurs propres problèmes.

Au moment où nous écrivons nous ne savons pas ce qu'ils ont obtenu de la direction de la SAHLM. Mais nous pouvons d'ores et déjà dire qu'ils ont choisi une façon bien efficace de se faire entendre et d'obtenir satisfaction.

Martinique : une trêve dans la grève des taxis

Une trêve de deux mois a finalement été décidée dans le conflit qui oppose les artisans-chauffeurs de taxis à l'agence de voyage Roger Albert.

Rappelons que les chauffeurs de taxis protestaient contre l'utilisation par les touristes des cars, certainement affrétés par Roger Albert qui y trouve son compte puisque ce système lui rapporte plus que l'emploi de taxis par les touristes.

Bien entendu, Roger Albert jurait ses grands dieux qu'il n'était pour rien dans le fait que la grande majorité des touristes préféreraient utiliser les cars que les taxis.

Cependant la grève des chauffeurs de taxis et le boycottage qui s'ensuivit de Fort-de-France, par les organisateurs de croisière a duré deux mois, sans que la grève s'arrête. Et c'est sans doute cela qui a poussé à conclure cette trêve.

Mais rien n'est réglé, car les chauffeurs de taxis demeurent fermes sur leur revendication : avoir une part du marché qui leur permette de vivre, ce que refusent les riches capitalistes, à commencer par les plus gros d'entre eux dans ce secteur : Roger Albert.

Martinique : fin de la grève à l'usine du gallion

Les travailleurs de l'usine du Gallion ont mis fin à leur grève le jeudi 7 février. Un accord a en effet été signé, prévoyant 6 % d'augmentation de salaire. Rappelons que la direction de l'usine prévoyait uniquement 3 % d'augmentation.

C'est donc un peu mieux que ce que prévoyait la direction. Cependant de tels salaires demeurent bien bas : le salaire du manoeuvre tournera autour de 3500 francs brut, celui du P3 autour de 5000 francs. C'est dire donc combien ils sont faibles, surtout dans la période actuelle de difficultés accrues pour tous.

Et les travailleurs auront encore bien à se battre s'ils veulent améliorer réellement leur situation.

ETS REYNOIRD Grève contre 58 licenciements

SUITE DE LA PAGE 1.

grands magasins a cherché de son côté à rencontrer la direction et à lui faire des propositions pour que les licenciés soient réembauchés dans les magasins Reynoird. Il proposait aussi une diminution des heures de travail pour tous.

La direction, elle, se terre et se tait. Elle a tout juste fait paraître un communiqué disant qu'il n'était pas question pour elle de modifier sa position.

Les travailleurs du commerce manifestent leur solidarité avec les licenciés qui sont pour la plupart des travailleurs qui ont fait depuis de nombreuses années, la richesse des Ets Reynoird.

Ceux de la chaîne Reynoird restaient en grève. A Mammouth Bas-du-Fort, ils décidaient de renforcer leur mobilisation en créant un comité de grève, bien que peu de travailleurs se présentaient devant le magasin.

Vendredi dernier les employés de Nouvelles Galeries se sont mis en grève de solidarité durant l'après-midi et mardi après-midi se sont ceux de Prisunic Abymes qui faisaient une demi-journée de grève.

Le mercredi 13 le MASU parle d'appeler les travailleurs de la CGM (compagnie générale maritime), affiliés à ce syndicat dans un mouvement de solidarité.

Jusqu'à présent, l'ambiance est à la lutte et bien que les grandes surfaces de Basse-Terre aient réouvert leurs portes, les travailleurs restent déterminés à poursuivre leur action pour obliger la direction scélérate à trouver une solution pour les 58 licenciés.

Martinique : SOFECA : LA GREVE CONTINUE

Les travailleurs de la SOFECA sont entrés dans leur troisième semaine de grève, sans que le patron, Philippe Huygues-Despointes ait cédé aux revendications des travailleurs.

Ces derniers cependant sont passés à un autre stade de la lutte. En effet, le lundi 4 ils ont décidé de forcer Despointes à s'asseoir à la table des négociations. Et dès les premières heures, ils contraignirent Blancaneau, le directeur à faire venir Despointes dans l'entreprise. Et ils gardèrent ce dernier avec eux jusqu'à l'heure de la fermeture, vers 16 heures. Pendant que les ouvriers trompaient leur faim avec des sandwiches, Despointes et Blancaneau devaient se contenter d'en sentir l'odeur !

Et c'est vers la fin de l'après-midi que Despointes consentit à leur dire qu'il y aurait négociation le lendemain.

Le mardi, la négociation n'a rien donné, Despointes s'entêtant à vouloir licencier un cadre dont le gros crime est... de ne pas avoir voulu licencier des ouvriers. Pareillement, il refusait de discuter de la convention collective de la Métallurgie et prétendait faire appliquer une convention collective nationale sur le... chauffage central !

Le mercredi, les grévistes ont mis un piquet de grève devant la porte, dissuadant d'entrer les deux ou trois non-

grévististes de l'atelier qui persistaient à venir s'y avoir travail à faire.

Le jeudi, aucun fait notable ne s'est déroulé. Par contre, le vendredi fut le jour de la seconde rencontre avec Despointes, Blancaneau, lui, étant le plus souvent possible absent de la SOFECA. Lorsque les travailleurs venaient pour lui demander des comptes, ils virent apparaître devant eux toute une escouade de gendarmes, avec des gradés en tête pour protéger un Despointes qui n'était pas menacé.

Les gendarmes durent se retirer et laisser Despointes en tête à tête avec les grévistes. Ceux-ci posèrent des questions à Despointes qui ne put que promettre de recommencer les négociations. Mais alors qu'il proposait un «terrain neutre», les travailleurs lui firent savoir qu'ils tenaient à négocier sur les lieux de travail.

Rendez-vous a donc été pris pour lundi, mais d'ores et déjà les ouvriers ont fait savoir à Despointes qu'ils restaient mobilisés et qu'ils ne céderaient pas. De toute façon personne ne veut reprendre avec des salaires du niveau du SMIC et avec des licenciements à la clé.

Guadeloupe : Nouvelle augmentation du prix de l'essence et du gaz

Dimanche 10 février à minuit, le prix du litre d'essence et de «super» a augmenté de 20 centimes. La bouteille de gaz a augmenté de 12,50 F, passant de 68,60 F à 73,40 F. Le gazole a augmenté de 17 cts par litre.

La dernière augmentation remontait à début février, il s'agissait alors de 9 cts par litre.

Sur les dix derniers mois, le prix de l'essence aura donc augmenté de plus de 70 cts.

L'augmentation du 11 février est intervenue alors qu'en France, le prix est en train de baisser !

Essence, gaz, pétrole, sont des produits de consommation courante, dont l'augmentation touche gravement le budget des travailleurs.

Dans le prix d'un litre d'essence, plus de la moitié est constituée par des taxes de l'Etat et de l'administration régionale. C'est l'augmentation de ces taxes qui fait grimper le prix. C'est aussi en grande partie grâce à cet argent qu'il récupère sur le salaire des travailleurs, sous forme de taxes sur les

produits de consommation courante, et sous forme d'impôts, directs ou indirects, que l'Etat peut subventionner les capitalistes et alimenter le budget de l'armement.

En plus du profit réalisé par les capitalistes sur le dos des travailleurs, qui est un vol à grande échelle, c'est ainsi un vrai racket supplémentaire qui est opéré sur les salaires par le moyen de ces taxes en tous genres.

Tout près de nous, en République Dominicaine, les travailleurs, les pauvres se révoltent contre l'augmentation des produits de première nécessité, qui les accule à la famine. En Guadeloupe, les prix n'arrêtent pas de grimper, et pour obtenir de maigres augmentations de salaires, les travailleurs doivent se battre. Les licenciements sont de plus en plus nombreux.

Alors, autant s'organiser pour lutter contre ce système en crise qui tend à réduire les travailleurs à l'indigence, avant d'être acculés à le faire, comme les pauvres de St Domingue, poussés par la faim.

Des profiteurs de la mangeoire coloniale contents d'eux-mêmes.

Le congrès du PPM vient de se tenir les 2 et 3 février. Il y a en vérité bien peu de choses à dire du congrès d'un parti d'où tous ceux qui étaient plus ou moins contestataires à un moment donné se sont écartés au fur et à mesure des ans.

C'est qu'à la direction du PPM, on est fier de la politique suivie, depuis maintenant près de 4 ans, à tel point qu'on en redemande. Et Césaire, comme Darsières, de souligner gravement qu'avec le gouvernement socialiste, il y avait eu changement par rapport à l'ancienne gestion des affaires par Giscard. Et Darsières d'affirmer : «*Si nous vivions, aujourd'hui sous le 2ème septennat de Giscard, la Cour de Sûreté de l'Etat eût été remplie de Kanaks et autres Guadeloupéens*». Et que «*le sang de bien des anticolonialistes de Guadeloupe eût déjà rougi le sol de l'île sœur, et inondé la malheureuse kanakie*».

Darsières fait mine d'oublier les 84

ans de prison distribués en une seule semaine à une douzaine de militants guadeloupéens. Darsières fait mine d'oublier l'assassinat de Eloi Machoro et de 13 autres kanaks par la troupe ou les protégés du gouvernement colonialiste français.

Mais ce n'est là qu'un oubli apparent. Car le PPM est content. Le maître a bien voulu concéder à 21 valets une ombre de pouvoir au Conseil Régional. Et surtout, la soupe risque de s'épaissir encore plus : le conseil des ministres ne vient-il pas de lancer dans le plat un os moelleux et charnu, «le décret... qui fait passer sur le découpage cantonal, un souffle de démocratie qu'il leur faudra savoir exploiter : 6 cantons de plus à Fort-de-France, 2 de plus au Lamentin, 1 de plus au François, 1 de plus au Robert, 1 supplémentaire à Sainte-Marie...»

Et Darsières de se dire sans doute, «*c'est bien le diable-si adan tou ça nou*

pas raidi deux ou trois». Voilà, le PPM est le parti de la mangeoire, parti qui pour l'instant attire certains politiciens car on espère que il y aura bientôt des places à partager !

Et dans cette course, un des prétendants a déjà au moins un poste : le tout-nouveau promu secrétaire général-adjoint du PPM, l'ex-secrétaire à l'organisation du PCM, ex-dirigeant du GRS, en deux noms, Edouard Delépine. En voilà un qui a su se placer, avec son compère Louise-Alexandrine, qui a une place plus bas, il n'est que membre du Comité National.

Quant à la population laborieuse de Martinique, elle ne peut guère compter sur le PPM, pour améliorer son sort : les dirigeants de ce parti ont déjà fait leur choix, celui de défendre envers et contre tout une politique colonialiste et anti-ouvrière.

Jacques BRUEL

PROCES

DE THIERRY CESARUS :

10 000 F pour avoir... décroché un drapeau... français !

Mercredi 13 février, à partir de 8 heures du matin, se déroulait le procès de Thierry Césarus, le secrétaire général de Bijengwa. Une foule importante, surtout des jeunes, était présente devant le tribunal pour apporter son soutien à ce jeune anti-colonialiste.

Les faits reprochés par la justice coloniale à Césarus sont bien maigres : lors de la manifestation du samedi 2 février, un inspecteur des renseignements généraux, l'aurait aperçu...en train de dérober un drapeau français qui flottait devant la sous-préfecture. Au terme de cette manifestation, le drapeau aurait été brûlé par les jeunes manifestants. Cette manifestation faisait suite à l'accident du camion militaire qui coûta la vie à deux jeunes, et au cours duquel 25 furent blessés. Les manifestants protestaient contre le service militaire obligatoire, et dénonçaient les décès de plusieurs jeunes guadeloupéens au cours de leur service.

Le mardi 5 février Thierry Césarus fut amené par les gendarmes au commissariat de Basse-Terre.

Puis le mercredi 6 février, il fut conduit devant le tribunal. Mais il refusa alors de comparaître immédiatement.

Le procès s'est donc déroulé le mercredi 13 au matin.

A cause du prétendu vol d'un morceau de tissu, Thierry Césarus a été condamné à deux mois de prison avec sursis et à 10 000 F d'amende !

Cette fois encore, le verdict des juges colonialistes a été très dur.

En effet, si ce n'était que nous nous trouvons dans une colonie, cela fait bien cher payé le mètre de tissu.

Guadeloupe :

Procès colonialistes les nouveaux verdicts du 8 février à Basse-Terre

Après le verdict du «Procès de la tour Sécid» qui a condamné Joël Nankin, Marie-Line Peter, Jacques Griselin, à cinq ans de prison ferme et Luc Reinette, Humbert Marbœuf et Henri Peratout, et Michel Louis Sydney (jugé par défaut) à 7 ans ferme. Après la condamnation de Jocelyn Olimé à 3 ans de prison dont 6 mois avec sursis, Fritz Eugénie à 18 mois dont 6 mois avec sursis et Max Céleste à 4 ans de prison ferme, deux nouveaux verdicts tombaient le vendredi 8 février au tribunal de Basse-Terre.

Ce jour-là, Humbert Marbœuf, Luc Reinette et Leïla Cassubie s'entendaient prononcer une peine de 7 ans de prison ferme pour soi-disant complicité dans l'attentat de la préfecture. De plus une amende de plus de 60 millions fut infligée aux inculpés pour indemniser les blessés qu'il y eut ce jour-là.

D'autre part, Luc Reinette, et Henri Amédien étaient condamnés à 5 ans de prison ferme pour transport et détention d'armes.

Luc Reinette totalise donc 19 ans de prison et Humbert Marbœuf 14. Reste à savoir si les juges coloniaux cumuleront ces peines ou pas.

Quant à Leïla Cassubie, absente à l'audience, elle s'est vue délivrer aussitôt un mandat d'arrêt. Dans une lettre, elle déclara son combat anti-colonialiste et sa décision de ne pas se rendre à la justice coloniale.

Martinique :

sortie du «Patryot» organe du PCIS

Le PCIS (Parti Communiste pour l'Indépendance et le Socialisme), a décidé de lancer à compter de janvier, son propre organe de presse : c'est un journal de 8 pages, mensuel, qui reprend les thèses de la tendance qui a quitté le PCM ou en a été exclue après le congrès de novembre 1983.

Pourquoi le PCIS appelle-t-il aujourd'hui son journal «patriote», alors qu'il se dit «communiste»? Que reste-t-il de «communiste» au PCIS ?

Ils est anti-colonialiste, mais s'éloigne du communisme. S'il s'éloigne vraiment du communisme, il abandonnera aussi les intérêts propres aux travailleurs.

Il fournira ainsi, au mieux, des cadres au nationalisme.

Le drapeau «national», le «patriotisme», sont l'embème et la philosophie de la bourgeoisie, pas ceux des communistes. Chaque courant politique, pour être fidèle à la classe qu'il représente, doit garder sa physionomie, son langage ses mots d'ordre et ses perspectives propres.

Nous, communistes, nous cherchons à rallier les masses sous la bannière du socialisme et du communisme. Nos perspectives ne sont ni nationalistes, ni patriotiques. Nous nous battons bien sûr dans un cadre national. Et là où la «nation» est opprimée, nous sommes à l'avant garde du combat contre l'oppression. Mais sans perdre de vue à aucun moment que notre objectif c'est la prise du pouvoir politique par le prolétariat du pays où nous luttons. Comme nous n'oublions jamais que notre lutte à un caractère inter-nationaliste qui lui donne toute sa puissance.

Le nom qu'on se donne, l'étiquette politique, le drapeau qu'on choisit ne sont ni un aspect secondaire, ni d'us au hasard. Mais il faut cependant regarder aussi, attentivement, ce que en dépit de leur étiquette chaque organisation ou groupe ou parti font effectivement dans la lutte quotidienne pour savoir véritablement qui est sur le terrain des intérêts du prolétariat et du socialisme, ou qui s'en éloigne !

L'expérience faite au cours de la lutte, la discussion, les débats permettront évidemment à nombre de militants qui croient être plus à gauche en devenant plus nationalistes, de revoir leurs analyses et de trouver la véritable voie communiste.

Martinique :

DECOUPAGE CANTONAL :

la droite s'agite...

Ca y est, les cantons nouveaux sont arrivés. En effet, le découpage cantonal effectué par le ministre de l'Intérieur verra la création de 12 cantons nouveaux et la suppression par fusion de 3 cantons. Au total, le nouveau Conseil Général comptera 45 Conseillers, soit 9 supplémentaires, à moins que le Conseil d'Etat, saisi par la droite, y ajoute ou supprime quelque chose.

Déjà la droite a donné, le «la» de la Campagne électorale en contestant le nouveau découpage, avec des arguments marqués du sceau de la mauvaise foi. Car le découpage électoral ne fait qu'atténuer des injustices un peu trop criantes. Dans l'ancien Conseil Général, le 4^e canton de Fort-de-France qui comptait 40 000 habitants élisait un Conseiller général, tout comme Fonds-Saints-Denis qui compte 1 000 habitants, un rapport de 1 à 40.

Avec le nouveau découpage, le plus petit canton devrait compter environ 1800 habitants (Ajoupa-Bouillon) et le plus gros, Rivière-Pilote, environ 13 000 habitants, soit un rapport de 1 à 7 !

Il faut signaler aussi qu'en Martinique, depuis 1949, il n'y avait jamais eu de découpage. Alors, la droite ne sait plus quel argument inventer et découvre un danger de déstabilisation du «département» pour remettre la «majorité aux séparatistes», sans compter

qu'avec le nouveau découpage, il n'est absolument pas dit que les partis de gauche qui pour l'heure n'ont rien de «séparatistes», conquerront tous les nouveaux cantons créés, ce qui leur est nécessaire pour conquérir la majorité au conseil général.

En réalité toute cette affaire-là vient du fait que la droite est tellement cramponnée à ses fromages que même l'existence de fromages supplémentaires qui ne lui reviendraient pas de droit, la gêne. D'où ce tintamarre pour pas grand chose, et qui permettra, d'ici un mois de claironner, en cas de victoire prévisible déjà par avance, que le RPR et l'UDF ont su faire échec au séparatisme.

Quant à la gauche, étrangement muette tous ces jours-ci elle prétendra qu'il faut attendre quelques années supplémentaires et de nouvelles élections pour améliorer le sort des pauvres.

Et c'est justement les travailleurs qui sont le plus à l'écart de toute la compétition qui se déroule ces temps-ci. Avec 36 ou 45 conseillers généraux, ils ne seront ni plus ni moins bien représentés, car justement aucun des élus ne défend leurs intérêts ; ni les agents directs des capitalistes que sont les politiciens de droite, ni les larbins serviles des patrons et de l'Etat colonial que sont les hommes de cette «gauche».

Communiqué

Combat-Ouvrier apporte son soutien le plus ferme à Thierry Césarus, secrétaire général de l'organisation de jeunes «Bijengwa» qui passera en jugement demain mercredi 13 février au tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre.

Il est accusé d'avoir soi disant dérobé un drapeau français et de l'avoir brûlé.

Mais en réalité, derrière cette accusation qui apparaît fantaisiste, il y a la volonté répressive tous azimuts que renforce depuis plusieurs mois en Guadeloupe le pouvoir colonial français.

Ce nouveau procès s'inscrit dans la lignée de tous les procès des anti-colonialis-

tes qui viennent de se dérouler et où de très lourdes peines ont été infligées à de nombreux militants anti-colonialistes. En fait, le pouvoir colonial dans sa folie répressive dévoile sa peur face à la montée du mécontentement de la jeunesse et du mécontentement populaire en Guadeloupe.

Combat-Ouvrier appelle la jeunesse et la population à venir soutenir Thierry Césarus Mercredi 13 février à 8 H devant le palais de justice de Pointe-à-Pitre.

SOUTIEN A THIERRY CESARUS!

APRES LE CONGRES DU FLNKS

A l'issue de son dernier congrès tenu il y a quelques jours, le FLNKS (Front de Libération Kanak Socialiste) a décidé, selon ses propres termes, de « reprendre les actions sur le terrain », tout en poursuivant les négociations.

Il entend, en particulier, perturber la rentrée scolaire (qui a lieu en mars dans la zone Australe) et entreprendre des actions de Boycott économique. Peut-être aussi entend-il reprendre les actions directes. Jean-Marie Tjibaou a été réélu à la tête du « Front ».

Le FLNKS a aussi critiqué le projet Pisani « d'Indépendance - Association » déclarant qu'il s'agissait là plus d'un projet pour les caldoches, les blancs du pays, que pour les Kanaks.

Il n'en a pas fallu plus pour qu'un des représentants de la droite ultra, représentant d'une grande partie de la communauté caldoche, le député Jacques Lafleur appelle cette population à ne plus respecter le couvre-feu. Il fut soutenu en cela par le maire de Nouméa. Le soir même plusieurs centaines de Caldoches sont donc sortis dans les rues de la ville, en voiture et à pied au-delà de l'heure légale limite.

Le délégué du gouvernement, Pisani, a déclaré, quant à lui, qu'il n'hésiterait pas à faire arrêter ceux qui ne se soumettraient pas aux lois. Malgré ces menaces, il n'est pas impossible que se renouvèlent ce genre de manifestations de désobéissance civique à l'instigation de la droite et de l'extrême-droite. Et cela risque bien de mobiliser une fraction non négligeable de la communauté Caldoche. Car le couvre-feu la gêne plus que les Kanaks.

En effet, les commerçants, propriétaires de Bars et d'hôtels, en majorité caldoches, ont vu, depuis l'instauration du couvre-feu, baisser de beaucoup leur chiffre d'affaire. Puisqu'il sont obligés de fermer leurs portes à partir d'une certaine heure. Et beaucoup d'autres sont gênés dans leur vie quotidienne, privés de sorties nocturnes.

Pour la majorité des kanaks qui vit à la campagne, il n'en est pas de même, même si le couvre-feu est juridiquement valable pour eux aussi, et à usage répressif multiple.

Ira-t-on vers un affrontement plus ouvert Caldoches-Gouvernement ? Les jours à venir nous donneront la réponse...

Ira-t-on de même vers de nouveaux affrontements Kanaks-gouvernement et forces de répression ? Là encore, la question reste posée.

Il est certain que d'un côté comme de l'autre, la marge de manœuvre reste faible. Les dirigeants du FLNKS sont conscients, et ils le disent, qu'avec les seules négociations, la partie risque fort de leur échapper dans une plus ou moins grande proportion et qu'il faut une « pression sur le terrain » pour avoir plus de poids dans les négociations. Mais d'autre part, ils sont bien placés pour savoir que 6000 hommes en armes, gendarmes, militaires, parachutistes sont massés sur place, prêts à intervenir rapidement dans n'importe quelle partie du pays, prêts à « neutraliser » d'autres Machoro éventuels.

Du côté du gouvernement, il s'agit de poursuivre le plus longtemps possible envers les kanaks, la tactique de « la carotte et du bâton ». D'un côté, continuer à considérer Tjibaou comme interlocuteur valable et reconnaître de fait, la souveraineté kanake, mais aussi couper toute velléité de mobilisation dure sur le terrain, s'il le faut, par les armes et les interventions de commando.

Cependant, la dernière solution (devant laquelle le gouvernement ne reculerait absolument pas le cas échéant) n'est pas ce qui l'arrangerait le mieux. Car, la répression à outrance et de plus en plus brutale risquerait de conduire à ce que le gouvernement veut pour le moment éviter : une sorte de guerre coloniale faite d'escarmouches, d'embuscades, de représailles mutuelles. Il ne pourrait alors contenir l'expression violente des différentes communautés et n'aurait comme seule solution que le renforcement de la répression tous azimuts.

Il faut toutefois noter que même lorsque, le gouvernement élève le ton à l'égard des caldoches ce sont malgré tout les Kanaks qui jusqu'à présent subissent les assassinats et la prison.

Malgré tout donc, la marche à suivre, et le calendrier que s'est donné le gouvernement pour tenter de « régler le problème néo-calédonien », à savoir : plan Pisani d'indépendance-association,

larges négociations visant à préserver les intérêts impérialistes, référendum, indépendance en 86, rien n'est encore joué dans la colonie française.

Bien des remous, revirements et manifestations peuvent encore se produire. D'autant que la pression de la droite française liée à la droite calédonienne n'est pas mince.

Mais dans ce tissu croisé d'intérêts contradictoires, dans une situation que les différents gouvernements français ont volontairement compliquée, c'est l'impérialisme français qui est le premier responsable, et de longue date. Toutes tendances confondues, droite et gauche. La gauche en ayant été l'exécuteur zélé des affaires coloniales de la bourgeoisie dans les différentes périodes où elle a été au pouvoir, la droite, en ayant créé de toutes pièces une nouvelle colonie de peuplement en Nouvelle-Calédonie pour noyer le problème Kanak, et en s'ingéniant, ces 25 dernières années à mépriser et fouler aux pieds la dignité d'un peuple.

Suite de l'éditorial

Alors oui ! Aujourd'hui ceux des Ets Reynold ont raison de se battre. Tous ! Ceux qui sont concernés bien sûr ! Mais aussi ceux des autres magasins. Car avec l'affaire de Mammoth Raizet, le patronat local fait un test. S'il marche, partout où cela sera possible, il licenciera de plus belle.

Oui les travailleurs n'ont comme seul choix que celui de la lutte. Au cours de cette lutte ils renforceront leur organisation propre et apprendront à décider eux-mêmes ce qu'il est bon pour eux de faire. Par ce fait même ils apprendront aussi à renforcer leurs coups contre cette société capitaliste qui les accule de plus en plus !

HAUSSE EFFRENEE DU DOLLAR

Suite de la page 3

d'un troisième choc pétrolier. En effet un dollar plus cher, cela signifie une facture pétrolière encore plus élevée et une balance commerciale encore plus déficitaire.

Face à cette situation, le gouvernement de gauche n'hésitera pas à renforcer sa politique d'austérité au détriment des couches travailleuses et des petites gens. Fidèle à sa volonté de faire payer la crise uniquement aux travailleurs, le gouvernement Mitterrand-Fabius ne manquera pas de sortir de son arsenal d'autres mesures d'austérité encore plus drastiques contre ces derniers.

C'est dire que le niveau de vie des couches travailleuses déjà fort entamé par la crise ira encore en baissant.

Quant aux pays pauvres leur situation ira en empirant. Certains sont tellement endettés que leurs populations ont du mal à se nourrir et une fraction d'entre elles connaît la famine et la mort. Faut-il rappeler que déjà l'an dernier des émeutes de la faim avaient éclaté au Brésil, en Tunisie, à St Domingue, à Haïti... Avec la hausse actuelle du dollar c'est tout le Tiers-Monde, y compris nos propres pays, qui risquent de connaître ce sort. Des statistiques ré-

centes faisaient état de ce que 25 % du commerce mondial se traitait déjà par voie de troc. Et ce sont surtout ces pays qui y sont contraints, leur endettement étant tellement important que leur monnaie n'est plus crédible. Cette tendance risque de se poursuivre et de s'amplifier au point de déboucher sur un ralentissement brutal des échanges commerciaux, puis des échanges tout court.

En revenir à une telle situation caractérisée par le troc et un repli de chaque pays sur lui-même constituerait une régression considérable.

Et même si certains, appartenant au courant nationaliste, y voient une occasion pour développer nos pays, ils confondent deux choses : les mesures exceptionnelles qu'un Etat peut-être amené à prendre pour faire face à une situation exceptionnelle, et une orientation économique débouchant sur le progrès tant économique que social et humain.

A l'ère de l'impérialisme un tel progrès ne peut avoir lieu dans un cadre uniquement national et encore moins dans les pays pauvres. Ces derniers ne peuvent tout au plus que tenter de se doter des moyens d'assurer leur subsis-

tance. Et pour qu'une telle action se fasse dans l'intérêt du plus grand nombre il est indispensable qu'elle soit menée sous le contrôle et la direction des couches pauvres.

En attendant, la fièvre actuelle du dollar n'est qu'un épisode de plus dans la crise qui sévit depuis 1973-1974.

Alors les politiciens bourgeois, tel Mitterrand dans son discours de Rennes peuvent toujours annoncer la fin de la crise et promettre pour bientôt un avenir meilleur, tout cela n'est que propos trompeurs et mensonges.

D'avenir meilleur il ne peut y en avoir dans cette société capitaliste parvenue au stade impérialiste. Bien au contraire, si les travailleurs et plus particulièrement la classe ouvrière des pays industrialisés ne se donnaient pas dans les années à venir les moyens pour jeter bas cet ordre capitaliste et impérialiste, l'humanité pourrait bien aller vers une crise encore pire que celle des années 1930 et une transformation de cette crise en guerre mondiale.

Ou guerre mondiale ou révolution socialiste, telle pourrait bien être l'alternative dans quelques années.

AFRIQUE DU SUD Nelson Mandela refuse le chantage du gouvernement raciste sud-africain



Nelson Mandela, Leader fondateur de la principale organisation nationaliste noire d'Afrique du Sud est en prison depuis 22 ans.

Le gouvernement de Pretoria vient de lui proposer une libération conditionnelle : Il serait assigné à résidence dans un Bantoustan (Pseudo Etat Noir installé par le gouvernement dans les zones les plus démunies du pays) et s'engagerait à ne participer à aucune activité politique.

Nelson Mandela a refusé net ce chantage et a déclaré qu'il resterait en prison tant que le gouvernement raciste Sud-Africain maintiendrait le régime d'apartheid.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal **Combat Ouvrier** pour une période de..... mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
règlement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour, B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728